

# RENTRÉE 2023 EN LYCÉES

## Une situation désastreuse !

**Le choix du nouveau ministre pendant les vacances scolaires ne nous laissait rien présager de bon • Artisan du SNU, il souhaite généraliser ce dispositif visant à soumettre la jeunesse en la mettant à disposition de militaires parfois maltraitants, humiliants, violents • Issu de l'école privée, l'avenir de l'école publique n'a l'air d'être ni sa priorité ni son domaine d'expertise •**

Union  
Syndicale  
**Solidaires**

**éducation**  
**Sud 93**

9/11 rue Génin, 93200 Saint-Denis  
01.55.84.41.26 - 06.88.66.47.23

[contact@sudeducation93.org](mailto:contact@sudeducation93.org)

[www.sudeducation93.org](http://www.sudeducation93.org)

### SUD ÉDUCATION DÉNONCE LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE ET ISLAMOPHOBE

En choisissant de mettre l'accent sur le retour de l'« autorité » et en stigmatisant de nouveau les élèves musulmanes ou supposées musulmanes par une interdiction de l'abaya qui n'a pas manqué de générer de nombreuses situations humiliantes, Gabriel Attal renoue avec le discours passéiste et le dévoiement de la laïcité dont Jean-Michel Blanquer s'était fait le spécialiste •

Plutôt que de chercher à donner des gages aux réactionnaires qui applaudissent déjà le

nouveau ministre, Gabriel Attal serait plus inspiré de donner réellement à l'école les moyens d'assurer le bien-être de toutes les élèves. Ce n'est pas en mesurant la longueur des jupes des filles ou en estimant leur caractère plus ou moins couvrant que l'Éducation nationale se donnera les moyens de lutter contre le racisme et les discriminations ou d'œuvrer pour l'épanouissement et l'émancipation des élèves •

**LORS DE CETTE RENTRÉE, 50 COLLEGES ET LYCÉES DE L'ACADÉMIE SE SONT MOBILISÉS PAR LA GREVE OU LE DROIT DE RETRAIT POUR DÉNONCER LES MANQUES DE PERSONNELS ET LA RENTRÉE DÉSASTREUSE DANS LEUR ÉTABLISSEMENT. SUD ÉDUCATION SOUTIEN TOUTS LES ÉTABLISSEMENTS EN LUTTE.**

**Des classes surchargées en raison d'une politique de réduction des moyens et des personnels** comme dans les lycées Condorcet et Jean-Jaurès à Montreuil, au lycée Utrillo à Stains, avec parfois plus de 30 élèves dans les classes, et dans de nombreux collèges du département, où les classes peuvent atteindre les 28 élèves.

De fait, on ne compte pas dans les effectifs des classes ordinaires les élèves d'ULIS et

d'UPE2A qui sont pourtant inclus dans les classes. Quand le rectorat va-t-il arrêter cette aberration dans le calcul des effectifs ?

**SUD éducation 93 revendique la baisse du nombre d'élèves par classe**

25 élèves en lycées, 20 élèves en lycée pro (hors « Politique Ville » / REP)

**Des classes sans enseignant·es** alors que le gouvernement avait promis que cela n'arriverait pas.

**Un manque de personnel médico-social** indispensable au bien-être de nos élèves, dans les lycées Jacques-Brel de La Courneuve, Utrillo de Stains, Germaine-Tillion du Bourget, Jean-Zay d'Aulnay, et la liste n'est bien sûr pas exhaustive.

**SUD éducation 93 revendique un recrutement massif de personnels du pôle médico-social** pour une médecine de prévention, une protection des mineur·es, et un accès aux droits digne de ce nom pour qu'il n'y ait plus aucun lycée sans infirmier·e. Cela passe bien sûr par des salaires décents. L'académie a besoin de centaines d'infirmier·es et d'assistant·es sociaux·les supplémentaires.

**Un manque de personnel accompagnant nos élèves en situation de handicap.** Dans l'immense majorité des établissements, de nombreuses heures notifiées ne sont pas pourvues.

L'accès au CDI au bout de trois ans pour les AESH, ne reconnaît pas leur valeur professionnelle et ne résout pas l'absence d'attractivité du métier. Les AESH se voient toujours imposer des temps incomplets à 24h, ce qui maintient les personnels, majoritairement des femmes, dans une grande précarité.

## **SUD ÉDUCATION DÉNONCE UNE FOIS DE PLUS LE PATCHWORK DE NOUVELLES PRIMES QUI N'APPORTENT AUCUNE SOLUTION DURABLE AU PROBLEME DES BAS SALAIRES DANS L'ÉDUCATION NATIONALE**

Le Pacte constitue une attaque contre nos statuts, une dégradation de nos conditions de travail, fragilise les équipes et aggrave les inégalités salariales. Il fait peser la responsabilité des suppressions de poste et du manque de personnels sur les équipes et conduit à bloquer le mouvement.

La forte mobilisation des personnels contre la réforme des retraites a mis en lumière la question des salaires. Face à l'inflation et au décrochage salarial dû au gel du point d'indice, il faut de vraies augmentations salariales avec une indexation du point d'indice sur l'inflation et un rehaussement en urgence des grilles pour les personnels les plus précaires. Les annonces salariales "Socle", c'est-à-dire inconditionnelles, sont très insuffisantes et ne permettent pas de combler les effets de l'inflation.

**SUD éducation revendique de véritables augmentations de salaire afin de partager les richesses, pas des primes ponctuelles !**

La rentrée a ainsi été une fois de plus chaotique pour les AESH : des affectations tardives, des modifications au pied levé après la rentrée, des signatures de contrat au milieu des vacances scolaires... Rien n'est fait pour atténuer le mépris institutionnel subi par les personnels. Ainsi le même constat : à chaque rentrée, des élèves ne sont toujours pas accompagnés et les moyens manquent.

**SUD éducation 93 revendique le recrutement massif d'AESH** pour pouvoir toutes les notifications MDPH. Cela passe par la création d'un vrai statut avec un vrai salaire et une vraie formation.

**Un manque de moyens pour accompagner nos élèves dans leur orientation en lycée**, avec entre autres la fermeture du CIO d'Epina-sur-Seine, ou encore des bachelier·es de filière technologique, en particulier STMG, qui se trouve parfois avec 50 % de la cohorte sans affectation après le passage par Parcours supp.

**Un manque de CPE et d'assistant·es d'éducation** permettant notamment de faire face à la problématique du harcèlement scolaire.

**SUD éducation revendique le retour des lycées dans l'éducation prioritaire**

## **SUD éducation revendique :**

- **l'abandon du Pacte,**
- **des mesures de lutte contre les inégalités salariales,**
- **une réduction de l'éventail des rémunérations,**
- **la disparition de la classe exceptionnelle,**
- **l'indexation des salaires sur l'inflation pour garantir le maintien du niveau de vie des personnels en activité et à la retraite,**
- **l'intégration des primes et indemnités générales aux salaires, et la compensation des tâches supplémentaires et des conditions difficiles par des réductions des services,**
- **l'abrogation de toutes les journées de carence,**
- **un nouveau dégel du point d'indice.**

## **SUD EDUCATION REVENDIQUE**

### **»»» POUR LE BAC**

- l'abrogation des réformes des lycées et du baccalauréat
- la fin du contrôle continu quel que soit sa forme, écrite ou orale, et quelle que soit la discipline
- la suppression de l'épreuve de grand oral - le rétablissement du baccalauréat national avec des épreuves terminales et anonymes
- la reconnaissance réelle du baccalauréat comme « premier grade universitaire » ouvrant droit à l'inscription post-bac de toutes et tous les bachelier·es dans la filière leur choix.

### **»»» POUR LES LYCÉES**

- trois heures de concertation hebdomadaires prises sur les maxima de service
- 25 élèves par classe maximum
- une définition nationale des seuils de dédoublement
- un lycée polytechnique
- un enseignement qui garantisse à tou·tes les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs.

SUD éducation revendique la fin de toutes les évaluations qui ne sont pas pensées par les équipes.

SUD éducation revendique l'abrogation de la loi ORE.

Pour SUD éducation, le gouvernement doit assurer le droit des bacheliers à s'inscrire dans les formations de leur choix en créant les 30000 places supplémentaires par an pendant 10 ans pour suivre l'évolution démographique issue du babyboom des années 2000. Il doit aussi recruter 60 000 personnels enseignants et non enseignants au cours des 10 prochaines années et doter les établissements universitaires au même niveau que les classes préparatoires et les grandes écoles, c'est-à-dire 15 000 euros par étudiant et non pas seulement 2000 euros comme actuellement aux établissements qui acceptent d'accueillir des étudiants supplémentaires dans les filières « en tension ».

# CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les élèves ont fait leur rentrée dans des conditions dégradées : les températures dans les salles la semaine de la rentrée, parfois jusqu'à 40°C, sont intenable pour étudier. On nous a signalé dans de nombreux établissements des élèves saisis de saignements de nez ou de vomissements, des élèves évacués, des établissements fermés à 15 heures. Les problèmes d'ouverture de fenêtres et d'aération, d'absence de stores ou rideaux fonctionnels, et globalement d'architectures pensées pour lutter contre les grosses chaleurs mêmes pour les bâtiments les plus récents se relèvent très problématique.

Le président Macron a annoncé des mesures déjà engagées : l'utilisation de 500 millions d'euros parmi les 2 milliards du Fonds vert pour rénover le bâti scolaire. Ce serait au moins 40 000 écoles qui seraient rénovées avec ces fonds, soit 12 500€ par école. C'est dérisoire ! Le coût global de la rénovation du bâti scolaire, estimé par le rapport sénatorial Demarcq de mars 2020 est de 40 milliards d'euros sur dix ans.

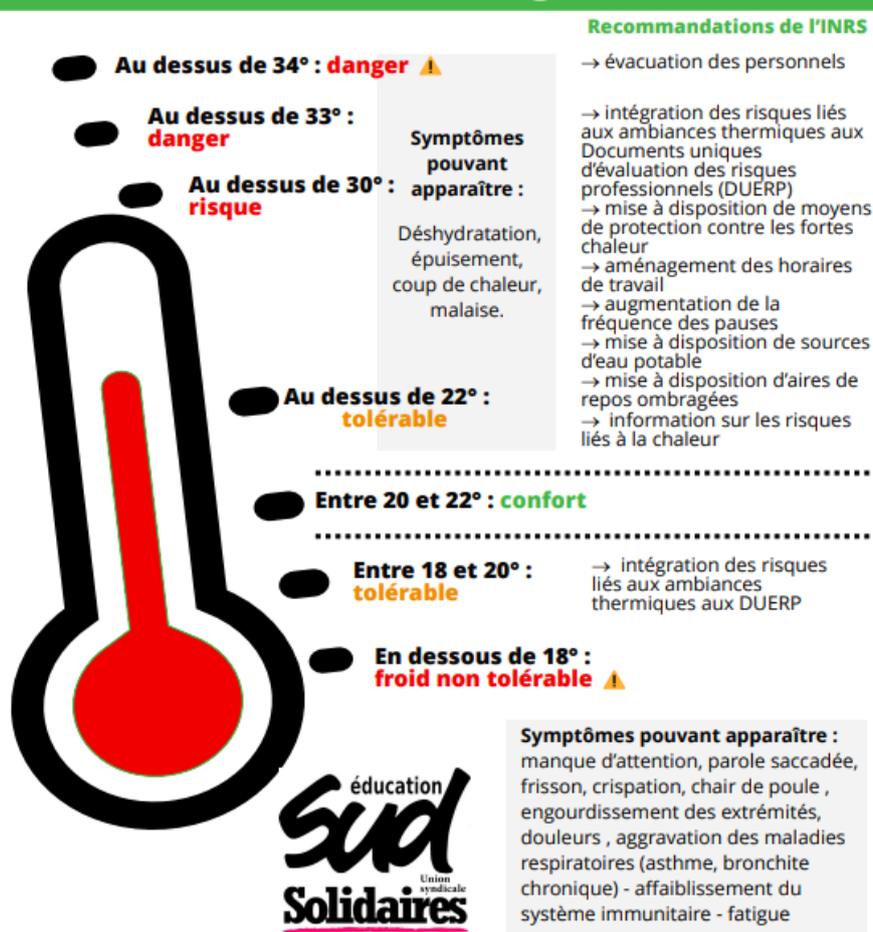
Le secrétariat à la ruralité l'estimait, avant l'été, à 52 milliards sur dix ans. Ces deux estimations portent l'effort annuel à 4 à 5 milliards sur 10 ans.

L'augmentation des effectifs pose également de sérieux problèmes dans plusieurs établissements dont la taille des salles ne permettent pas d'accueillir convenablement les élèves et de permettre aux enseignant.es de travailler sereinement : le climat scolaire passe aussi par ça.

**SUD Éducation conseille de faire inscrire dans les DUERP des limites maximales et minimales permettant d'agir lors de situations impactantes pour la santé.**

## Ambiance thermique dangereuse :

### Il faut agir !



## CONTACTS / PERMANENCES SYNDICALES

☎ 01.55.84.41.26 / 06.88.66.47.23

@ [contact@sudeducation93.org](mailto:contact@sudeducation93.org)

**Lundi de 9h à 17h à Montreuil :** Bourse du travail de Montreuil, 24 rue de Paris

**Mardi à vendredi de 9h à 17h à Saint-Denis :** Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin